

Patrice Dupont
Directeur de l'Eau et de l'Assainissement

Réf. : DEA/SHUE, PC 093 053 19 B0013

Avis n°17068

Affaire suivie par : ALIFDAL Nada

Tél. : 01.43.93.68.54

nalifdal@seinesaintdenis.fr

Entrée du

14 JUIN 2019

Direction Générale
Aménagement et Stratégie

Inte
ritoriale

MONSIEUR LE MAIRE
HÔTEL DE VILLE
SERVICE DE L'URBANISME
93130 NOISY-LE-SEC



Bobigny, le 14 JUIN 2019

OBJET : Projet de résidence étudiants, une résidence hôtelière à vocation sociale appelée Résidence Mobilité, un commerce accueillant un restaurant et un bowling, une maison d'assistantes maternelles, un parking et des locaux vélos.

Nom du demandeur : Linkcity Ile de France

Adresse du terrain : 75b - 85 AV GALLIENI; 170-178 R DE PARIS ZAC du quartier durable de la Plaine de l'Ourcq

Superficie terrain : m² Surface projet : 2151 m²

P.J. : Aucun (dossier conservé)

Monsieur le Maire,

Par votre note du 26/04/2019, vous m'avez demandé mon avis en ce qui concerne l'assainissement de l'affaire citée en objet.

Le dossier transmis ne répond pas entièrement à nos attentes concernant la gestion des eaux pluviales sur la parcelle: Il convient de rechercher la gestion des eaux pluviales à ciel ouvert. Le pétitionnaire devra donc prendre connaissance des points suivants.

Principes généraux d'assainissement de la parcelle

Pour des événements pluvieux importants, les réseaux d'assainissement publics sont fortement sollicités du fait de l'imperméabilisation croissante du territoire, occasionnant inondations ou rejets de pollution dans les rivières. La maîtrise des eaux pluviales à l'amont de ces réseaux permet de limiter à la source les volumes et les débits collectés. Ainsi, **il est obligatoire, à l'occasion de nouvelles constructions, de nouveaux aménagements mais aussi de projets de réhabilitations, de privilégier la déconnexion totale ou partielle du réseau par l'infiltration ou l'utilisation des eaux pluviales. Une étude, comprenant notamment des éléments permettant d'évaluer l'aptitude du sol à l'infiltration, doit être menée par le pétitionnaire sur l'opportunité de mettre en œuvre de telles solutions.**

Toutefois, lorsque l'impossibilité de déconnexion de l'intégralité des eaux pluviales a été démontrée, notamment par l'étude de sol, l'autorisation de raccordement au réseau pluvial peut être accordée. **Dans ce cas, il est demandé au pétitionnaire de limiter le débit de rejet au réseau public des eaux pluviales n'ayant pu être déconnectées. Cette limitation est déterminée en application du zonage pluvial annexé au règlement du service départemental d'assainissement. Elle est de 10 L/s/ha de surface de projet pour ce secteur. Ainsi pour ce projet, le débit de fuite maximum autorisé est de 2 L/s.**

Le volume nécessaire pour faire face au risque décennal sera vérifié par nos services (sur la base de notre connaissance de la pluviométrie en Seine-Saint-Denis) dès l'obtention de la **note de calculs accompagnée d'un descriptif détaillé des surfaces de projet et des aménagements prévus pour la gestion des eaux de ruissellement.**

Le pétitionnaire devra mettre en œuvre des techniques permettant de limiter l'imperméabilisation (végétalisation et revêtements poreux) et de ralentir l'écoulement des eaux pluviales (ruissellement de surfaces). De plus, les dispositifs de stockage à ciel ouvert autant que possibles non étanchés tels que les noues, les tranchées drainantes, les bassins paysagers, les espaces inondables multifonctionnels ou les toitures terrasses stockantes (végétalisées ou non) sont à privilégier et peuvent se combiner en fonction de l'aménagement du projet.

Par ailleurs, il est précisé qu'il ne sera accepté aucun trop-plein directement raccordé au réseau. En effet, dans le cas d'un dysfonctionnement du dispositif de stockage, les eaux s'achemineraient directement par le trop plein sans régulation. L'ouvrage de stockage ne jouerait alors plus son rôle de rétention.

Il est rappelé qu'il est nécessaire de porter à la connaissance des propriétaires ou des gestionnaires l'existence et le fonctionnement de tous les dispositifs prévus pour le projet ceci afin qu'un entretien régulier soit effectué et d'éviter ainsi tout risque de dysfonctionnement de ces ouvrages.

Les toitures terrasses

Afin de **retenir les eaux de pluies à l'amont du projet**, il serait intéressant d'envisager la mise en œuvre de **toitures-terrasses stockantes (TTS)**. Conformément au DTU 43.1, les TTS peuvent contribuer à la **baisse des débits en équipant les descentes EP d'un système de limitation de débit, permettant ainsi le stockage temporaire des eaux sur les toitures**. Pour une pluie décennale, le système peut être composé, pour les toitures engravillonnées ou auto protégées, d'un **ajutage constitué de 4 orifices circulaires d'1 cm de diamètre chacun**, et réalisés par perçage à la base d'une évacuation **pour une surface de 200 m²**. En cas de pluie très exceptionnelle, le relevé de la descente constituera un trop plein qui limitera le débit à 3 l / min.m². Il devra être calé à 10 cm (toiture engravillonnée avec une couche de gravier de 5 cm) ou à 6 cm (toiture auto-protégé). **Dans le cas de la mise en œuvre de toitures terrasses végétalisées**, le stockage pourra s'effectuer de la même façon dans la couche de drainage éventuelle ou au dessus du complexe végétalisé. Enfin, un garde grève empêchera les gravillons, feuilles et éventuels détritiques d'obstruer les orifices de régulation.

Afin de pérenniser ces dispositifs, les questions de maintenance et d'entretien doivent être envisagées dès la conception. Il est nécessaire que le dispositif fasse l'objet d'une validation de l'équipe de maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle. En cas de refus, une solution alternative de retenue des eaux pluviales devra être proposée par l'équipe de maîtrise d'œuvre afin de répondre à la prescription de limitation du débit de fuite.

Constructions en contrebas de la voirie et risque de mise en charge du réseau public

Compte tenu de l'existence d'aménagements en contrebas de la voirie, l'attention du pétitionnaire est attirée sur plusieurs points relatifs à la nécessaire protection des personnes et des biens. **Lors des pluies, le niveau d'eau dans le réseau public d'assainissement est susceptible de monter jusqu'au niveau de la chaussée.** Il reviendra au pétitionnaire de se prémunir contre les conséquences en se conformant aux articles 18 et 46 du Règlement Sanitaire Départemental :

- en prenant toutes précautions pour que **les installations d'eau potable ne soient en aucune manière immergées** à l'occasion d'une mise en charge d'un égout, **ni que puisse se produire une quelconque introduction d'eaux polluées dans ces réseaux.**

- en évitant **le reflux d'eaux d'égouts dans les niveaux situés en contrebas de la voirie (les caves, les sous-sols,...)**. La canalisation d'évacuation des réseaux internes sera équipée d'un **clapet anti-retour ou tout autre dispositif de protection contre le refoulement des eaux.** Les regards situés à des niveaux inférieurs à la voirie, et qui n'auront pu être évités, devront être rendus étanches.

Construction à un niveau inférieur du terrain naturel et présence de nappe

Sur une grande partie du territoire départemental, **la nappe est susceptible, particulièrement en saison pluvieuse, de monter à un niveau proche du terrain naturel.** La présence de sous-sols et/ou la nécessité de procéder à des excavations est de nature à modifier les écoulements superficiels et souterrains. Il conviendra donc de protéger les futures installations contre les éventuels risques de nuisances liées aux phénomènes hydrologiques.

Néanmoins, conformément à l'article R 1331-2 du code de la santé publique, **les rejets d'eaux souterraines aux réseaux publics d'eaux usées et unitaires sont interdits** (même lorsque ces eaux ont été utilisées dans des installations de traitement thermique ou dans des installations de climatisation). **Ainsi, le pétitionnaire devra protéger le projet des variations de niveau des eaux souterraines** par une technique conforme à cette interdiction, par exemple en prévoyant si besoin un **cuvelage étanche**. Cette disposition est destinée à éviter l'intrusion de ces eaux dans les sous-sols ainsi que leur drainage vers les stations d'épuration.

Existence de parkings en sous-sol ou couverts

Les eaux accidentelles et eaux de lavage des parkings en sous-sol et/ou des parkings couverts en surface transiteront par un séparateur d'hydrocarbures (concentration < 10 mg/l d'hydrocarbures) à obturation automatique avec dispositif d'alarme et sans by-pass avant rejet au réseau d'eaux usées. Par contre, **les eaux de ruissellement des rampes de parking** exposées à la pluie doivent être raccordées au réseau interne d'eaux pluviales.

Présence de cuisine

Les cuisines du restaurant seront équipées d'un séparateur à graisses et à féculles.

Rejet des eaux usées non domestiques

Dans le cas d'un **rejet des eaux usées non domestiques sur le réseau départemental** et conformément au règlement du service d'assainissement de la Seine Saint Denis, le pétitionnaire devra se rapprocher du Bureau Qualité des Eaux (Mme Mahéva Robert ou M. Jérémie Vonin 01.43.93.68.41/68.33) pour l'obtention de l'arrêté d'autorisation de déversement. Cet arrêté fixera les modalités de rejet (débit de pointe et qualité), l'autosurveillance, les procédures d'alerte et les conditions pour le contrôle des installations et du rejet.

Raccordement au réseau d'assainissement public

L'assainissement du secteur est de type Unitaire.

L'assainissement interne à ce projet sera réalisé selon le système séparatif.

Le raccordement des eaux usées et des eaux pluviales pourra s'effectuer, sous réserve de l'accord des services départementaux au branchement existant s'il est toujours conforme ou, en cas de nouveau branchement, par un raccordement commun au **collecteur départemental AV GALLIENI et/ou R DE PARIS à partir d'un regard double situé en limite de propriété.**

A l'amont de ce regard, le pétitionnaire veillera à installer les réseaux le plus proche possible du terrain, en altimétrie, afin que ceux-ci subissent le moins possible la mise en charge du réseau public. L'exécution de ce branchement, conformément au règlement du service d'Assainissement de la Seine-Saint-Denis, sera réalisée soit par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement dans un délai de trois mois minimum après le dépôt du formulaire de demande de branchement et déversement dans nos services ou soit par le pétitionnaire après autorisation du branchement. Le formulaire doit être renseigné même en cas de réutilisation de branchement. **Pour tous renseignements complémentaires, concernant les modalités de raccordement, le pétitionnaire pourra contacter le service des branchements (SET / Tél. : 01.43.93.67.85).**

Les raccordements pourront s'effectuer, sous réserve de faisabilité technique et de l'accord des services municipaux ou départementaux, au branchement existant s'il est toujours conforme ou, en cas de nouveau branchement, à la **canalisation communale ou au collecteur départemental AV GALLIENI et/ou R DE PARIS.**

Le branchement sera prioritairement établi sur le réseau communal et, seulement en cas d'impossibilité technique motivée et de l'accord des services départementaux, sur le collecteur départemental.

Dans le cas où seul un réseau départemental existerait à proximité du site, il sera demandé une étude afin d'envisager ou non la création d'un réseau communal.

A l'amont des regards de branchement, le pétitionnaire veillera à installer les réseaux le plus proche possible du terrain, en altimétrie, afin que ceux-ci subissent le moins possible la mise en charge du réseau public.

L'exécution d'un éventuel branchement sur le réseau départemental, conformément au règlement du service d'Assainissement de la Seine-Saint-Denis, sera réalisée soit par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement dans un délai de trois mois minimum après le dépôt du formulaire de demande de branchement et déversement dans nos services ou soit par le pétitionnaire après autorisation du branchement. Le formulaire doit être renseigné même en cas de réutilisation de branchement. **Pour tous renseignements complémentaires, concernant les modalités de raccordement, le pétitionnaire pourra contacter le service des branchements (SET / Tél.:01.43.93.67.85).**

Participation pour le financement de l'assainissement collectif

Conformément à l'article L1331-7 du code de la santé publique et aux délibérations du Conseil Départemental du 21 juin 2012 et du 18 avril 2013, **une participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC)** sera versée au Département, à compter de la date du raccordement au réseau Départemental.

Pour information : en 2019 le montant de la PFAC est de 810,64 € en deçà de 100m² de surface de plancher créée ; puis au-delà à 8,10 € par mètre carré. Pour tous renseignements complémentaires concernant cette participation, le pétitionnaire pourra se rapprocher du service financier (SAF - tel: 01.43.93.65.54).

Présence d'une canalisation départementale sous votre parcelle

Votre projet de construction est implanté sur une parcelle dont le sous-sol est traversé par un (plusieurs) ouvrage(s) d'assainissement départemental(aux), la parcelle concernée est donc, de ce fait, grevée de servitudes de trois types : occupation du sous-sol / zone non-aedificandi / droit de passage.

Une **convention de servitude**, définissant les droits et obligations de chacun, devra être établie entre le DEPARTEMENT DE LA SEINE- SAINT- DENIS et le PROPRIETAIRE du projet .

Par ailleurs, du fait de l'impact que pourrait(ent) subir cette (ces) canalisation(s) il conviendra de respecter des contraintes particulières lors de l'exécution du chantier et dans la conception du projet lui même et de préserver les accès au réseau. Votre projet devra intégrer des dispositifs de protection de notre (nos) ouvrage(s) considérant **qu'aucune charge liée à votre aménagement ne devra être supportée par la (les) canalisation(s) en place.**

La DEA ne sera en mesure d'établir un avis définitif qu'à réception d'une notice technique, qu'il vous revient de constituer.

Les éléments devront être transmis à l'adresse suivante :

Conseil Départemental - DEA/SEER - HOTEL DU DEPARTEMENT - 93 006 BOBIGNY CEDEX

Pour tout renseignement relatif à ces démarches, vous pouvez contacter la DEA, Service Exploitation et Entretien des Réseaux, Mme Vallée au 01.43.93.67.13 gvallee@seinesaintdenis.fr ou Mme Stancic au 01.43.93.67.20 nstancic@seinesaintdenis.fr.

Pour conclure, le pétitionnaire devra nous faire parvenir une note de calcul détaillée et corrigée, précisant notamment le principe de gestion des eaux pluviales prévu pour la parcelle et justifiant le recours ou non à l'infiltration et le cas échéant, les modalités de rejet au réseau public. Il est également attendu **un plan d'assainissement du projet** comprenant entre autres la position et le dimensionnement du ou des aménagements prévus pour la gestion des eaux de ruissellement.

Ainsi, dans l'attente d'informations sur la gestion des eaux pluviales du projet, j'émetts un avis réservé à ce dossier.

Par ailleurs, nous vous remercions de nous tenir informés sur la décision administrative donnée à ce permis (permis accordé, permis annulé ou abandonné, etc...).

Restant à votre disposition pour toute autre information, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Patrice Dupont

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'D' followed by a horizontal line and a small flourish.

Copie : EPT Est Ensemble, SHUE-BQE, SAF